

Conseil de Toulouse Métropole du 6 avril 2023

Intervention de Maxime le Texier et d'Odile Maurin

17.1 Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de Toulouse Métropole

Maxime Le Texier :

Le PADD est un texte hautement politique.

Hautement politique car vu l'inertie des phénomènes démographiques, écologiques et sociaux que nous impulsions dans notre Métropole via ce texte, les choix faits impacteront notre Métropole sur des dizaines d'années ce d'autant plus que nous sommes à la croisée des chemins et que la triple urgence écologique, sociale et démocratique nous impose un changement drastique.

L'annulation des PDU et PLUiH, notre incapacité à garder le PCAET dans les clous en matière de consommation énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre ont sonné comme des alertes sur le modèle poursuivi par la Métropole de Toulouse mais sont aussi devenues des opportunités, à l'heure où le SCOT est en cours de rédaction, de repenser ensemble transport et urbanisme pour inventer un nouveau récit, offrir une nouvelle perspective, une nouvelle vision.

Mais qu'avons-nous là ? L'image qui me vient c'est celle d'un paquebot lancé à pleine vitesse dans la nuit noire et qui ne voit pas qu'il est entré dans les eaux glacées et que les icebergs se font plus gros et plus nombreux.

Un paquebot lancé à pleine vitesse donc. Car au-delà de l'intention louable de caser tous les enjeux de ce siècle dans un texte mais qui aboutit finalement à un catalogue d'intentions contradictoires et qui donne un sentiment désagréable d'incohérence, au-delà de la novlangue macroniste du « en même temps » avec des déclarations d'intention sur le climat, la résilience, la sobriété, les trames qui donnerait presque envie d'y croire, il y a un logiciel à l'œuvre qui persiste et signe. Ce logiciel c'est celui de l'hypermétropolisation, de l'attractivité économique à tout prix, de l'urbanisation plein pot, quelle que soit la capacité d'accueil de notre territoire. C'est celui de la fuite en avant.

Continuer de vouloir accueillir, par idéologie, 9000 habitants de plus par an, c'est une gageure, voire une folie. Ce d'autant que cela implique 72 000 logements construits sur la période, au-delà de la capacité maximale, je dis bien maximale, d'accueil de notre territoire que les services eux-mêmes ont estimé à 63 000 logements. Merci à eux d'ailleurs pour le travail de qualité sur les aspects fonciers et urbains.

L'impact est colossal sur notre cadre de vie et il aurait mérité d'être évalué dans sa complexité. Comme l'ADEME l'a fait pour ses scénarios énergétiques 2050, il aurait fallu tracer un horizon 2050 et définir les implications concrètes et simultanées des différents scénarios, pas seulement sur le PLUiH mais sur le futur PDU ET en cohérence avec le PCAET. Il aurait fallu établir des directives claires sur ce qu'une telle aspiration démographique implique sur les services publics, le report modal et donc les infrastructures transport nécessaires, sur la réduction de la consommation d'énergie, la rénovation énergétique de l'existant, les émissions de gaz à effet de serre et bien entendu sur notre budget.

Dans l'orientation que vous avez choisie, aucune cartographie des conséquences de l'allure du paquebot n'a été faite. Les icebergs existent mais ils n'ont pas de réalité tangible ou en tous les cas ne nécessitent pas de se questionner.

Alors qu'il nous faut parler d'habitabilité de la ville, de ville hospitalière, d'équilibre et de solidarité territoriale au sein de la Haute-Garonne et au-delà, la trajectoire que vous proposez c'est celle de la ville invivable et du retournement violent d'ici quelques années de l'attractivité recherchée quand notre ville ne sera plus adaptée au dérèglement climatique, engluée dans les problèmes de transport, de chaleur et de manque de services publics.

Et comme la nuit est sans lune, cette obstination se complète de 2 angles morts, de deux aveuglements problématiques

D'abord l'angle mort démocratique. Ce texte parle, je cite, de « répondre aux aspirations et besoins des habitants (amélioration du cadre de vie). » Mais où sont les habitantes et habitants dans l'étude du PADD ? Comment se sont construits les scénarios avec quelles hypothèses de besoin venant des habitantes et habitants ? Nous rejoignons en cela les critiques faites dans la presse par la majorité de M. Terrail Novès qui parlent le 26 février 2023 de "chiffres qui ne sont ni étayés ni même justifiés". Et je passe sous silence la mise à disposition très tardive et partielle des documents à notre groupe. Et que dire de l'aval, rien n'est écrit sur la nécessité d'associer les habitantes et habitants, comités de quartiers, associations diverses et variées, acteurs économiques dans la mise en place du PLUiH.

Et j'en viens au deuxième angle mort le social, l'humain. Où sont les inégalités sociales dans ce texte à part une rapide mention sur le logement social ? Où est le pouvoir de vivre ? Où est la jeunesse alors que la majorité d'entre eux déclare ne pas manger à sa faim alors que le CODEV en a souligné ce matin l'importance ? Où est la justice sociale dans le fil conducteur affiché en réunion des maires : « Vers un PLUi-H bas carbone, climat et santé » ?

Odile Maurin :

Oui, M. Moudenc, vous vous dopez à la CAME, vous savez : Compétitivité, Attractivité, Métropolisation et Excellence. Vous êtes dépendant du capitalisme néolibéral dont vous profitez allègrement, sans partager, et au détriment des habitants. Pour vous, point de salut hors de la sacro-sainte consommation. Vous voulez briller et faire briller Toulouse selon vos standards, et peu importe si les métropolitains en payent le prix fort.

Il manque toute une lecture sociale dans ce document. La fin des inégalités ne va pas venir des emplois hautement qualifiés qui par ruissèlement alimenteraient notre ville. Alors quelles solutions pour les personnes les plus délaissées du système ? Quelle stratégie de réduction des inégalités qui prospèrent car structurelles dans notre société ?

L'enjeu est crucial car le dérèglement climatique ne nous affecte pas tous de la même manière. Si l'on ne pose pas ce constat, on n'est pas en mesure de répondre à l'urgence climatique en adaptant nos politiques. Il nous faut partir des besoins de protection des plus fragiles et des plus exposés. Il nous faut analyser quelles sont les populations les plus impactées, de quelles manières et quelles sont les réponses que nous pouvons construire pour adapter nos organisations et notre environnement.

Aujourd'hui, construire la ville nécessite de prendre en compte toutes les situations. Par exemple, celles de nos aînés, des personnes malades et des jeunes enfants qui supportent plus mal l'excès de froid mais aussi l'excès de chaud. On ne peut se contenter, comme vous l'avez fait l'été dernier, d'adresser des messages téléphoniques aux personnes âgées, handicapées, malades pour leur dire de penser à boire, pour finir par compter les morts. On doit ouvrir des locaux où chacun peut venir se rafraîchir à 5 minutes de chez lui et ouvrir les piscines et les parcs beaucoup plus tardivement. Et

à long terme, on doit aménager des espaces de vie qui soient climatisés naturellement. Y compris avec la rénovation que l'on doit massifier et intensifier fortement.

Il y aurait tant à dire sur les carences et les impensés de votre document mais, comme vous limitez aussi l'expression démocratique, je n'aborderai que certains points.

Sur la consommation des espaces verts, elle doit cesser. Pourtant, alors que la loi vous oblige aujourd'hui à diminuer la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles, et Forestiers, les fameux ENAF, vous vous êtes rabattu sur le moindre jardinet pour le bétonner. Ces derniers sont classifiés comme des parcelles urbanisées et non des ENAF jusqu'en 2031, et vous profitez de cette faille. La nécessaire densification doit reconstruire la ville sur la ville sans utiliser le moindre espace vert. Si chaque bâtiment de la ville gagnait un étage, nous logerions du monde sans pour autant augmenter les îlots de chaleur. L'urbanisation ne doit plus conduire à aucun nouvel îlot de chaleur si nous voulons réduire les dangers pour la population pendant les vagues de chaleur. De même, anticipons les pluies diluviennes en cessant de construire des logements au rez-de-chaussée qui seront des pièges mortels pour les moins mobiles.

La préservation et la gestion optimisées de la ressource en eau est également un enjeu majeur de notre territoire. La raison aurait commandé d'étudier très sérieusement la capacité de notre territoire à offrir un accès à l'eau potable à l'ensemble des habitants sans aucune exception. Car l'agence de l'eau Adour-Garonne annonce à l'horizon 2050 une baisse moyenne annuelle des débits naturels des rivières en périodes d'étiage qui seront plus précoces, plus sévères et plus longues ainsi qu'une tendance à la baisse de la recharge des nappes phréatiques.

Ces impacts qui se font déjà sentir, vont accentuer la forte tension sur les ressources, dégrader la qualité de l'eau, fragiliser les milieux et augmenter les phénomènes extrêmes. D'autant plus avec 1,5 million d'habitants supplémentaires sur le bassin d'ici à 2050 qui, en plus, se répartiront inégalement en se concentrant principalement sur la façade littorale et dans les grandes agglomérations.

Cela compromettra l'accès à l'eau tant pour l'eau potable que comme support essentiel de l'économie dans le bassin. Et ce n'est pas moi qui le dit mais l'agence du bassin.

La même question doit se poser en termes de capacité à répondre aux besoins alimentaires de tous, tant en termes de qualité que de quantité, y compris en cas de phénomène climatique majeur. Nous avons pu mesurer notre vulnérabilité et notre dépendance à l'occasion de la crise du Covid. Alors que nous avons tout intérêt à relocaliser l'économie et à favoriser des productions locales, nous ne sommes pas capables de dire combien de personnes pourront continuer à s'alimenter dans notre ville en cas de crise majeure. Pourtant, gouverner c'est prévoir, et pour tous. Faites-vous partie de ceux qui n'ont prévu que pour eux-mêmes ?

Autre enjeu majeur de ce PADD : la cohérence urbanisme-transport et la compatibilité avec les documents d'urbanisme à l'échelle de l'aire urbaine. Malheureusement, vous êtes en train de construire le futur SCOT sur les mêmes hypothèses délirantes d'arrivée de population basées sur votre croyance aveugle dans la croissance infinie au lieu de travailler les équilibres territoriaux et économiques avec le tissu de l'aire urbaine et des villes à une heure.

Faute de Plan de Déplacement, annulé, et englué dans le choix unique du méro, vous avez négligé la structuration d'un réseau de transports performant à l'échelle de l'aire urbaine. Résultat, en dehors de la ville de Toulouse, et encore ça dépend des quartiers, et des trois communes desservies par l'actuel tramway et le futur métro, vous organisez l'impossibilité de permettre un maillage dense de transports en commun pourtant seul à même de permettre un report modal et d'éviter l'aggravation de la congestion de nos routes au détriment de la santé publique.

Par exemple, nous pourrions avoir d'ici 2029 des transports cadencés à la demi-heure de 5 heures à minuit grâce au RER métropolitain porté par Rallumons l'Etoile, qui propose d'utiliser les infrastructures ferroviaires existantes. Mais vous continuez à mettre les moyens dans un réseau routier aspirateur à voitures.

Alors que ce projet de RER dépasse largement tous les clivages partisans, étant soutenu autant par le MEDEF que par les collectivités qui se réclament de la gauche, vous vous y opposez en nous racontant que ce n'est pas dans le champ de vos compétences.

Pourtant, la LGV qui n'est pas plus dans le champ de vos compétences, si on suit votre raisonnement, a bénéficié d'un fort engagement de votre part et des millions nécessaires.

Qui plus est, si vous évoquez à juste titre la nécessité de densifier autour des sorties de métro, pour garantir la fameuse cohérence urbanisme-transport, vous n'avez strictement rien prévu pour organiser la densification autour de l'ensemble des gares existantes et à venir. C'est une faute politique majeure.

Enfin, il y a également des incohérences sur les questions de biodiversité et les différentes trames écologiques. Vous parlez de protéger l'existant tout en laissant la porte ouverte à des dérogations alors qu'il est urgent de restaurer toutes les continuités écologiques et pas simplement de conserver un mitage de biodiversité par ci par là. Vous n'évoquez pas ou si peu la protection contre le bruit, pourtant enjeu de santé publique, la pollution lumineuse qui outre l'aspect énergétique impacte tant la biodiversité.

Que faites-vous au final pour rendre la métropole habitable pour tous et réellement coopérante avec les territoires environnants ? Nous devons partager, pratiquer le desserrement économique en incitant à l'installation des entreprises en dehors de la ville centre et de sa périphérie. Nous devons partager les services aux publics.

Et vous, vous devez sortir du double langage macronien qui consiste à se prétendre écologiste et pragmatique tout en passant outre la volonté populaire pour construire des aspirateurs à voiture et édifier des blocs de béton où les locataires vivent à 3m des fenêtres de leurs voisins. Tout en refusant le projet primé de ferme urbaine à Bordelongue permettant de diminuer les îlots de chaleur sur les Pradettes ou en n'entendant pas les collectifs citoyens qui vous interpellent pour renoncer à créer un quartier avec quasiment autant d'habitants qu'à Auch sur la zone agricole et maraîchère de Paleficat au Nord de Borderouge.

Maxime Le Texier :

Que faire d'un texte qui met le climat en avant comme un mantra mais passe totalement sous silence notre incapacité à respecter le PCAET et se met directement en incohérence avec ce dernier ?

Que faire d'un texte qui chante l'adaptation au réchauffement climatique alors que se réalisent la Jonction Est

Ce texte n'est pas à la hauteur de nos défis et nos urgences. Il aurait mérité un grand débat public et du courage politique. Cela n'arrivera pas, dont acte.

Nous laisserons donc le capitaine Moudenc s'obstiner à accélérer au milieu des icebergs. Car c'est bien le drame du Titanic qui se joue sous nos yeux. Malgré les alertes des ingénieurs et scientifiques, malgré les alertes de son équipage sur les incohérences de ses choix, malgré les signaux envoyés par le bateau départemental qui voit passer le paquebot à toute allure, le capitaine tient la barre. Jusqu'au naufrage. Et comme hier dans les eaux glacées, comme aujourd'hui face à l'inflation,

comme demain face aux conséquences climatiques, il n'y aura de canot de sauvetage que pour la première classe.